

BACHAR AL-ASSAD N'EST PAS L'AVENIR DE LA SYRIE, IL EST L'UN SE SES "PRÉSENTS"



socialgerie, le 20 décembre 2015

Huffpostmaghreb

► *le 24 novembre & le 19 décembre 2015*

Mohamed Saadoune

Bachar Al-Assad ne peut être l'avenir de la Syrie. Le propos, vieux de Laurent Fabius, ministre français des affaires étrangères, répété il y a trois jours en Afrique du Sud, sonne creux. Il n'est d'aucune utilité.

Sauf peut-être à essayer de masquer que la France et les autres pays occidentaux ont mené en Syrie une politique d'apprentis-sorciers dont l'effet boomerang se fait sentir et pousse une partie des opinions à se demander pourquoi "est-on allé se fourvoyer dans cette galère".

Après les attentats de Daech à Paris, on continue à marteler - pour la forme probablement - qu'on ne s'est pas fourvoyé en faisant du "départ" de Bachar Al-Assad un "préalable" à la solution de la crise en Syrie.

C'est pourtant un discours creux. C'est une lapalissade, Bachar Al-Assad, celui qui a si mal compris qu'il pouvait se donner un destin de réformateur au lieu d'être le représentant d'une dictature aveugle, n'est pas l'avenir de la Syrie.

L'histoire l'a déjà condamné. Les Syriens, si leur pays continuera à exister et retrouvera un peu de sérénité, le décideront. Mais si le président syrien n'est pas "l'avenir de la Syrie", il est encore son présent. Cela dépasse largement sa petite personne qui s'est avérée, même en restant dans la logique d'un système autoritaire, particulièrement décevante.

L'histoire est dite

Le "jeune" Assad qui a "succédé" à son paternel n'a fait que du "vieux" et en pire car il n'a pas su percevoir - comme Saddam avant - les retournements des "amis". Cela est valable pour l'ensemble des systèmes autoritaires arabes : seule une démocratisation sérieuse permettant de souder les liens entre l'Etat et la société pouvait conjurer l'impact des ingérences extérieures.

L'islamisme radical qui ne reconnaît pas les "Etats-nations" étant le vecteur idéal des entreprises de déstabilisation grâce aux fonds des pays du Golfe et les fatwas que des cheikhs obscurs et obscurantistes émettent sur commande.

Sur des aspects fondamentaux, pour Bachar Al-Assad, l'histoire est dite. Même en mettant en exergue le rôle des ingérences extérieures, sa responsabilité est tellement lourde qu'il est difficile de croire qu'il puisse encore être un "avenir" de la Syrie. Mais continuer à faire de Bachar Al-Assad un préalable est hors-sujet.

Ce seront les Syriens qui le décideront. Aujourd'hui, Bachar Al-Assad est un des "présents", les autres étant ceux de Daech, d'une partie substantielle de la population syrienne en exil, des jeux des puissances.

Laurent Fabius, les saoudiens, les américains, les turcs ou les qataris, ont fait une erreur d'évaluation grave en tablant sur une chute rapide de Bachar Al-Assad. Dans le monde arabe, beaucoup ne croient pas à une erreur d'évaluation : on savait que Bachar ne tomberait pas mais que la Syrie, elle, pourrait s'effondrer et ouvrir la voie à la création de cantons "ethno-religieux" qui est au cœur du fameux du GMO.

Dans un article publié dans le Quotidien d'Oran (7 janvier 2013) nous relevions que la guerre en Syrie restera indéfinie jusqu'à ce qu'elle avale le pays morceau par morceau. L'ingérence étrangère sur fond de bataille géopolitique a fixé le pays dans la guerre au nom du "préalable" du départ de Bachar Al-Assad.

Le dépassement du régime dans un "après" démocratique - qui reste le seul horizon possible si tant est que la Syrie puisse un jour renaître dans ses actuelles frontières - est devenu une chimère, la guerre renforçant les positionnements sur des bases ethno-religieuses.

Un préalable inutile

Bachar Al-Assad même s'il voulait démissionner n'aurait pu le faire. Les siens attendaient de lui qu'il dise "non" à ceux qui voulaient son départ. Il a dit non. Il continue aujourd'hui à dire non.

"Il n'y a rien d'imprévisible dans le discours de Bachar Al-Assad d'hier. Ceux qui l'applaudissaient et les "chefs" militaires ont perdu de leur superbe, mais ils attendaient de lui qu'ils disent "non" à ceux qui réclament son départ, qu'ils soient syriens ou étrangers. Non pas par amour pour lui, ni par volonté de se sacrifier pour lui. Juste par conviction (fausse ou vraie cela ne compte pas beaucoup dans ces situations) que son départ serait une défaite qui ouvrirait le champ à des représailles à grande échelle.

Bachar Al Assad est devenu, paradoxalement, au bout de ses terrifiantes erreurs, leur assurance de pouvoir négocier leur statut et leur place dans une autre Syrie. Et plus les opposants et les pays étrangers réclament son départ comme un préalable et plus ils s'y attachent. On est dans le registre de la psychologie. Mais dans une guerre, c'est un aspect qui n'a rien de négligeable."

Ce constat fait en janvier 2013 reste encore valable aujourd'hui. Mais le « préalable » n'est pas un présent. La Russie et l'Iran viennent de le réaffirmer avec force. La Syrie qui se reconnaît pas dans Bachar Al-Assad ne l'acceptera pas non-plus. Bachar n'est pas pour eux l'avenir de la Syrie. Mais il est celui à travers lequel ils négocieront leur propre avenir.

Voir en ligne : <http://www.huffpostmaghreb.com/moha...>